



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 8 décembre 2003

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Services correctionnels pour adultes, 2001-2002 3

En un jour moyen, en 2001-2002, un peu moins de 155 000 adultes étaient sous la surveillance des organismes de services correctionnels, en hausse de 2 % par rapport à 2000-2001.

Étude : Une analyse de l'exode des sièges sociaux au Canada, 1999 à 2002 6

Selon une nouvelle étude, il existe peu de preuves à l'appui de l'hypothèse selon laquelle on assiste à un exode de l'effectif des sièges sociaux des entreprises au Canada. Dans l'ensemble, l'étude montre qu'il existe relativement peu de secteurs dont l'effectif des sièges sociaux semble avoir diminué.

(suite à la page 2)



L'emploi et le revenu en perspective

Hiver 2003

Le numéro de l'hiver 2003 de *L'emploi et le revenu en perspective* comporte cinq articles.

«Le patrimoine familial à travers les générations» examine l'évolution des biens familiaux entre 1984 et 1999 à l'aide de cohortes de familles similaires appartenant à ces deux années. Dans «Les personnes âgées et leurs finances » on soutient qu'en plus du revenu, il faut aussi tenir compte du patrimoine pour évaluer le bien-être financier des personnes âgées. «La haute technologie : deux ans après le boom» examine l'adaptation que le secteur a connue après mars 2002. Dans le «Travail saisonnier et utilisation de l'assurance-emploi» on explore les nombreux aspects de la saisonnalité pour établir comment chacun d'eux contribue au fréquent recours à l'assurance-emploi. «Le travail précaire : une nouvelle typologie de l'emploi» porte sur le travail atypique, à savoir le travail qui diffère du modèle traditionnel d'emploi stable, à temps plein.

Ces articles ont déjà paru dans la version en ligne de *L'emploi et le revenu en perspective*. Figurent aussi dans ce numéro des tableaux et des graphiques sur l'expérience de travail et sur la retraite, une liste des articles à venir et l'index cumulé annuel.

Le numéro de l'hiver 2003 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 15, n° 4 (75-001-XPf, 20 \$ / 63 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

L'utilisation des biotechnologies pour développer les bioproduits, 2001	8
Indice des prix des produits agricoles, septembre 2003	9
Prix des produits agricoles, octobre 2003	10
Origine et destination des passagers empruntant des vols réguliers entre le Canada et les États-Unis, 2001	10
Nouveaux produits	12

Communiqués

Services correctionnels pour adultes

2001-2002

Dans l'ensemble, en un jour moyen, un peu moins de 155 000 adultes étaient sous la surveillance des organismes de services correctionnels en 2001-2002, en hausse de 2 % par rapport à 2000-2001.

Quatre de ces personnes sur cinq, soit un peu plus de 122 700 délinquants adultes, faisaient l'objet d'une forme quelconque de surveillance dans la collectivité. Ce chiffre était de 2 % supérieur au chiffre observé en 2000-2001 et de 8 % plus élevé que celui enregistré en 1993-1994.

Parmi les adultes sous surveillance dans la collectivité, 83 % étaient en probation, 10 % purgeaient une condamnation avec sursis et 7 % étaient en liberté conditionnelle ou bénéficiaient d'une libération d'office.

Environ 32 000 adultes, en moyenne, étaient dans un pénitencier fédéral ou dans une prison en milieu provincial ou territorial. Ce nombre était un peu plus élevé que l'année précédente, mais de 2 % inférieur à 1993-1994.

Compte quotidien total des délinquants dans le système correctionnel

2001-2002

	Nombre	%
Probation	101 915	66
Détention en milieu fédéral	12 811	8
Condamnation avec sursis	11 941	8
Détention après condamnation en milieux provincial et territorial	10 931	7
Détention provisoire	7 980	5
Libération dans la collectivité	7 627	5
Libération conditionnelle provinciale	1 388	1
Autre détention temporaire	351	0
Total	154 943	100

Note: La somme des colonnes peut ne pas correspondre au total en raison de l'arrondissement.

Le taux d'incarcération du Canada, incluant les détenus sous responsabilité fédérale, provinciale et territoriale, se situait à 133 adultes pour 100 000 adultes dans la population en 2001-2002, un taux inchangé par

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est basé sur le Juristat : Les services correctionnels pour adultes au Canada, qui fournit des données sur les caractéristiques de la population adulte dans les services correctionnels ainsi que sur la prestation de ces services.

Deux indicateurs de base permettent de décrire l'utilisation des services correctionnels : le compte moyen des délinquants incarcérés ou purgeant une peine dans la collectivité à un moment donné et le nombre d'admissions annuelles dans des établissements correctionnels ou à des programmes de surveillance dans la collectivité.

Les comptes moyens de détenus incarcérés ou purgeant une peine dans la collectivité fournissent un instantané de la population correctionnelle en un jour donné, et ils sont ensuite utilisés pour calculer un compte moyen annuel. Les comptes moyens fournissent aux gestionnaires des services correctionnels une mesure opérationnelle utile, et ils constituent un indicateur fiable de l'utilisation des places dans les établissements.

Les données sur les admissions sont recueillies au moment où le délinquant arrive à l'établissement ou lorsqu'il commence à participer à un programme de surveillance dans la collectivité. Elles décrivent et mesurent l'évolution du nombre de cas dont sont chargés les organismes correctionnels au fil du temps, mais elles n'indiquent pas le nombre de personnes qui utilisent les services correctionnels, étant donné que la même personne peut être incluse plusieurs fois dans les totaux des admissions annuelles.

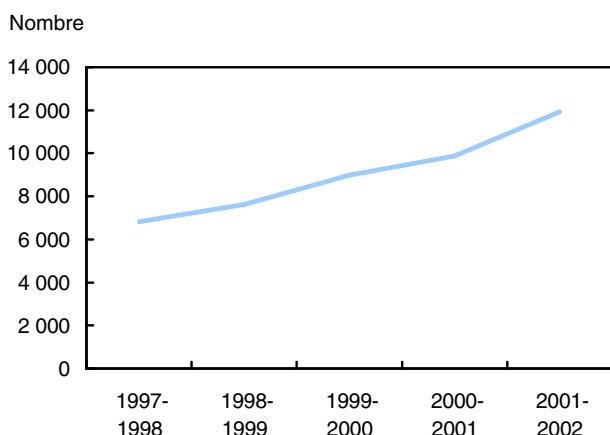
rapport à l'année précédente. Toutefois, le taux suit une tendance générale à la baisse depuis 1994-1995, année où il a atteint le sommet de 153 pour 100 000 adultes.

Les juges imposent plus de condamnations avec sursis

Les juges imposent une condamnation avec sursis dans un plus grand nombre de causes. La condamnation avec sursis a été mise en vigueur en 1996 pour offrir aux juges la possibilité de permettre aux délinquants adultes admissibles sous responsabilité provinciale et territoriale, c'est-à-dire condamnés à une peine de détention de moins de deux ans, de purger leur peine dans la collectivité sous certaines conditions.

Un peu plus de 11 900 adultes purgeaient une condamnation avec sursis en 2001-2002, un chiffre de 21 % supérieur à celui enregistré l'année précédente et de 75 % plus élevé que le chiffre observé en 1997-1998, soit la première année complète pour laquelle les données sur cette peine sont disponibles.

Compte moyen des délinquants purgeant une condamnation avec sursis



Nota : En raison de données manquantes pour certaines années, les données du Nouveau-Brunswick, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ont été exclues.

En 2001-2002, le nombre de délinquants purgeant une condamnation avec sursis a dépassé le nombre d'adultes détenus en milieu provincial ou territorial.

Le nombre moyen de délinquants en détention après condamnation dans un établissement provincial ou territorial a fléchi dans toutes les provinces et dans les trois territoires entre 1993-1994 et 2001-2002. Par contraste, le nombre moyen de personnes en détention provisoire (détention d'une personne ordonnée par le tribunal en attendant de comparaître en cour) a grimpé de 7 % par rapport à 2000-2001 et de 55 % par rapport à 1993-1994. Le nombre moyen de ces personnes s'est accru dans l'ensemble des provinces et territoires, sauf au Yukon.

Les admissions aux services correctionnels sont en hausse

En 2001-2002, on a dénombré un peu plus de 361 000 admissions aux services correctionnels au Canada. Les admissions aux services correctionnels ont progressé de 5 % en 2001-2002 par rapport à l'année précédente. Elles suivent une tendance à la hausse soutenue depuis 1998-1999, ayant grimpé de 10 %. Cette augmentation est survenue entièrement dans les systèmes correctionnels des provinces et des territoires.

Des 361 000 admissions, la majorité (68 %) avait trait à une forme quelconque de détention, alors que

le tiers (32 %) étaient liées à des programmes de surveillance dans la collectivité.

Admissions aux services correctionnels 2001-2002

	Nombre	%
Probation	84 852	24
Détention en milieu fédéral	7 611	2
Condamnation avec sursis	18 578	5
Détention après condamnation en milieux provincial et territorial	82 875	23
Détention provisoire	126 060	35
Libération dans la collectivité ¹	7 324	2
Libération conditionnelle provinciale	2 309	1
Autre détention temporaire	31 395	9
Total	361 004	100

¹ Comprend la libération conditionnelle totale, la semi-liberté et la libération d'office seulement.

Note : La somme des pourcentages peut ne pas correspondre au total en raison de l'arrondissement.

La détention provisoire représente la plus forte proportion des admissions en détention

Un peu plus de la moitié des admissions en détention (126 000) étaient en détention provisoire.

En fait, l'accroissement des admissions dans les établissements de détention provinciaux et territoriaux est principalement attribuable à un bond de 8 % du nombre d'admissions en détention provisoire et à d'autres types de détention temporaire (incarcération d'une personne qui n'est ni un prévenu ni un condamné pour d'autres raisons, par exemple pour des questions liées à l'immigration ou à la suspension de la libération conditionnelle).

Depuis 1999-2000, ces admissions en détention provisoire et à d'autres types de détention temporaire ont grimpé de 18 %. Par contraste, les admissions après condamnation dans les établissements de détention provinciaux et territoriaux ont chuté de 4 % durant la même période.

La probation représentait 75 % des 113 000 admissions à des programmes de surveillance dans la collectivité en 2001-2002, alors que les condamnations avec sursis en constituaient 16 %, la libération d'office fédérale, 4 %, et la libération conditionnelle fédérale et provinciale, 2 % chacun.

En 2001-2002, les admissions à la probation ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le début de la collecte des données en 1980-1981.

Dépenses de fonctionnement au chapitre des services correctionnels

Les dépenses des services correctionnels se sont chiffrées à 2,6 milliards de dollars en 2001-2002. Compte tenu de l'inflation, les dépenses se sont accrues de 5 % par rapport à l'année précédente. Il est à noter que les coûts d'investissement ont été exclus de l'ensemble des dépenses provinciales et territoriales. Les dépenses engagées par CORCAN, une agence spéciale du Service correctionnel du Canada ont aussi été exclues.

Un peu plus de la moitié (55 %) des dépenses ont été engagées par le système fédéral, et 45 % ont été déclarées par les systèmes correctionnels provinciaux et territoriaux. Dans l'ensemble, les services de détention représentaient un peu plus de 1,9 milliard de dollars, soit près des trois quarts (73 %) des dépenses totales. Venaient ensuite, les services de surveillance dans la collectivité (13 %), l'administration centrale et les services centraux (12 %), et la libération conditionnelle (2 %).

Données stockées dans CANSIM : tableaux 251-0001 à 251-0007.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3306.

Le *Juristat* : *Les services correctionnels pour adultes au Canada, 2001-2002*, vol. 23, n° 11 (85-002-XIF20030118426, 9 \$ / 75 \$; 85-002-XP20030118426, 11 \$ / 100 \$) et la publication Internet *Services correctionnels pour adultes au Canada 2001-2002* (85-211-XIF, 30 \$) sont maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. Télécopieur au (613) 951-6615. ■

Étude : Une analyse de l'exode des sièges sociaux au Canada

1999 à 2002

Selon une nouvelle étude, il existe peu de preuves à l'appui de l'hypothèse selon laquelle on assiste à un exode de l'effectif des sièges sociaux des entreprises au Canada. La diminution possible du nombre de sièges sociaux, que l'on appelle communément «exode», a suscité beaucoup d'attention au cours des deux dernières années, particulièrement de la part des personnes qui s'inquiètent du déménagement des sièges sociaux dans d'autres pays.

Dans l'ensemble, l'étude montre qu'il existe relativement peu de secteurs dont l'effectif des sièges sociaux semble avoir diminué. Qui plus est, dans certains secteurs importants, dont celui de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, ainsi que celui des services professionnels, scientifiques et techniques, l'effectif des sièges sociaux a augmenté dans les faits.

L'analyse a été fondée sur un dénombrement détaillé des sièges sociaux au Canada et de leur effectif, à partir du Registre des entreprises de Statistique Canada, pour la période de 1999 à 2002.

Au cours de cette période de quatre ans, le nombre de sièges sociaux a augmenté légèrement au Canada, de même que leur effectif.

Récemment, on s'est inquiété du fait que les entreprises canadiennes deviennent des entreprises sans siège social au Canada. Ceci réduirait la demande de services des marchés financiers ou d'autres services clés aux entreprises.

Une part importante de la discussion entourant le phénomène d'exode est fondée sur des preuves non scientifiques ou indirectes. Cette nouvelle étude fournit une analyse plus exhaustive et directe de l'évolution récente du secteur des sièges sociaux au Canada.

Augmentation légère du nombre de sièges sociaux et de leur effectif

Entre 1999 et 2002, le nombre de sièges sociaux a augmenté légèrement, passant de 3 936 à 3 969.

Au cours de cette période de quatre ans, l'augmentation du nombre de sièges sociaux a été la plus marquée dans les secteurs de la fabrication (+17 %), des services immobiliers et des services de location et de location à bail (+14 %), ainsi que dans l'industrie de l'information et l'industrie culturelle (+13 %).

Le nombre de sièges sociaux a diminué le plus dans le commerce de gros (-8,8 %), l'extraction minière

et l'extraction de pétrole et de gaz (-8,2 %) et la construction (-8,0 %).

L'effectif des sièges sociaux n'a augmenté que de 2,7 % entre 1999 et 2002.

La croissance de l'effectif a été la plus forte dans les services immobiliers et les services de location et de location à bail (+41 %), les services professionnels et techniques (+25 %), ainsi que la finance et les assurances (+22 %).

L'effectif des sièges sociaux a diminué le plus dans l'hébergement et les services de restauration (-16 %), l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (-15 %) et la construction (-13 %).

Les entreprises qui réussissent augmentent l'effectif de leurs sièges sociaux

La croissance de l'effectif des sièges sociaux est le résultat des décisions que prennent les entreprises individuellement, certaines profitant des choix éclairés qu'elles font, et d'autres connaissant des échecs, par suite de choix inappropriés.

Les entreprises dont l'effectif a augmenté entre 1999 et 2002 ont aussi vu la proportion de leur effectif attribuable aux sièges sociaux augmenter en moyenne. Les entreprises dont l'effectif a diminué au cours de la même période ont aussi vu la proportion de leur effectif attribuable aux sièges sociaux diminuer en moyenne. Ainsi, les entreprises dont l'effectif a augmenté globalement ont aussi augmenté leurs fonctions de gestion.

L'effectif des sièges sociaux est le plus élevé en Ontario et au Québec

À l'échelon provincial, l'effectif des sièges sociaux est le plus élevé en Ontario et au Québec. En 2002, l'Ontario comptait 74 000 employés de sièges sociaux, tandis que le Québec en dénombrait 41 000. L'Alberta suivait (21 100) et la Colombie-Britannique venait ensuite (16 500).

La croissance de l'effectif des sièges sociaux s'est concentrée en Alberta et en Ontario. Entre 1999 et 2002, l'effectif des sièges sociaux de l'Ontario a augmenté de 5 600 (+8,3 %) et celui de l'Alberta de 4 100 (+24 %).

Par ailleurs, la Colombie-Britannique et le Manitoba ont connu les baisses les plus marquées. L'effectif des sièges sociaux de la Colombie-Britannique a diminué de 3 100 (-16 %) et celui du Manitoba, de 900 (-11 %).

Parmi les différentes villes, Toronto a consolidé sa position comme plus important centre de sièges sociaux au Canada. Dans cette ville, l'effectif des sièges sociaux est passé de 51 400 en 1999 à 56 000 en 2002,

en hausse de 9,0 %. Par contre, l'effectif des sièges sociaux de Montréal est passé de 37 100 à 34 600, en baisse de 6,8 %.

Dans l'ouest du Canada, Calgary est devenu le plus important centre de sièges sociaux en 2002, devançant Vancouver.

L'effectif des sièges sociaux de Calgary est passé de 12 000 à 16 200 (+35 %) entre 1999 et 2002, tandis qu'il a diminué de 16 % à Vancouver, passant de 17 300 à 14 500.

Le document de recherche *Exode, rationalisation ou concentration? Analyse des sièges sociaux au Canada, 1999-2002* (11F0027MIF2003019,

gratuit) est maintenant accessible en ligne. À partir de la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Comptes nationaux*. De plus amples renseignements sur les documents relatifs à la géographie économique sont aussi offerts en ligne (www.statcan.ca/francais/studies/eaupdate/geo_f.htm).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Baldwin au (613) 951-8588, Division de l'analyse microéconomique. ■

L'utilisation des biotechnologies pour développer les bioproduits

2001

Selon un nouveau rapport basé sur les données de l'Enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie de 2001, le développement des bioproduits fait maintenant partie intégrante des activités des entreprises canadiennes innovatrices de biotechnologie.

Des 375 entreprises innovatrices de biotechnologie en 2001, quelque 133, ou 35 % du total, utilisaient des biotechnologies pour développer ou fabriquer des bioproduits. Ensemble, ces 133 entreprises détenaient un portefeuille de 805 produits.

Ces entreprises employaient au total 39 140 personnes, avaient des revenus de 15,3 milliards de dollars et dépensaient un total de 598 millions de dollars en recherche et en développement. De plus, leurs revenus d'exportation se sont élevés à 564 millions de dollars et elles ont importé pour 64 millions de dollars de biens et services. Il faut noter cependant que ces données ne résultent pas uniquement de la production des bioproduits. Ces entreprises sont engagées dans beaucoup d'autres activités.

Un bioproduit est défini comme un produit commercial ou industriel, à l'exception des aliments utilisés à des fins de consommation humaine et animale et des médicaments, nécessitant des matières premières biologiques ou renouvelables, soit agricoles, animales, marines ou forestières. Ils sont un sous-groupe des produits biotechnologiques, qui inclut aussi les produits développés à des fins pharmaceutiques ou alimentaires.

Les domaines dans lesquels sont développés les bioproduits sont les combustibles, les lubrifiants, les produits chimiques et cosmétiques, les bioproduits pour l'épuration et la décontamination de l'air, les produits pour le nettoyage et la décontamination du sol.

Quelque 49 entreprises parmi les 133, soit le nombre le plus élevé, étaient impliquées dans la biotransformation, qui est la fabrication des produits à partir des enzymes et des cultures bactériennes. D'autres entreprises (45) étaient impliquées dans l'assainissement et la décontamination de l'eau par l'usage de la biofiltration, la biorestauration et la phytorestauration.

On retrouvait 81 % des 133 entreprises au Québec, en Ontario et en Colombie-britannique. Le

Québec à lui seul dénombrait plus du tiers (35 %) de ces 133 entreprises.

Le développement des bioproduits est principalement le fait de jeunes entreprises canadiennes de «souche» dont le tiers était créé par émailage de diverses sources.

Des 133 entreprises, la majorité (92) étaient de petites entreprises de 50 employés ou moins. Dix-neuf étaient des entreprises moyennes ayant entre 51 et 150 employés, et 22 étaient des grandes compagnies avec plus de 150 employés.

Des 805 bioproduits de ces 133 entreprises, en production ou sur le marché en 2001, les petites entreprises en comptaient 424, soit plus de la moitié du total. Les grandes entreprises en possédaient 289, et les moyennes, seulement 92.

Parmi les 133 entreprises, les petites étaient les plus intensives en recherche. Pour chaque dollar de revenu en 2001, elles dépensaient 1,17 dollar en recherche et en développement. En comparaison, pour chaque dollar de revenu, les grandes entreprises en dépensaient seulement 2 cents.

Les bioproduits sont aussi développés par des firmes qui ne sont pas des entreprises biotechnologiques. Ce rapport ne donne pas d'information sur les activités de ces entreprises.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4226.

Le rapport *Développement des bioproduits par les entreprises canadiennes de biotechnologie : résultats de l'Enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie de 2001* (88F0006XIF2003013, gratuit) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Science et technologie*.

Pour plus de renseignements sur l'Enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie de 2001, consultez le rapport *Caractéristiques des entreprises canadiennes innovatrices en biotechnologie : résultats de l'enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie - 2001*, n° 5 (88F0006XIF2003005, gratuit) qui a paru dans *Le Quotidien* du 28 mars.

Pour commander des tableaux de données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Namatié Traoré au (613) 951-4489 (namatie.traore@statcan.ca),

Division de la Science, innovation et information électronique. ■

Indice des prix des produits agricoles

Septembre 2003

Les prix que les agriculteurs ont reçus pour leurs produits agricoles ont diminué de 11,5 % en septembre comparativement à septembre 2002, selon les données de l'Indice des prix des produits agricoles (IPPA).

L'indice du bétail a reculé de 2,5 % par rapport à septembre 2002. Il s'agit de la quatrième diminution consécutive observée depuis mai, période au cours de laquelle une vache de l'Alberta a affiché un résultat positif à un test de dépistage de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la vache folle). L'indice des cultures a baissé de 15,3 %. Il s'agit de la troisième diminution mensuelle consécutive observée d'une année à l'autre. L'indice des cultures n'avait pas connu de recul d'une année à l'autre depuis août 2000.

L'IPPA (1997=100) se situait à 95,1 en septembre, en hausse de 1,2 % par rapport à août.

L'indice des cultures a fléchi de 4,3 % en septembre, toutes les composantes de l'indice, à l'exception des oléagineux et des légumes (sauf les pommes de terre), ayant enregistré des baisses par rapport à août. Les prix des céréales et des oléagineux ont affiché une tendance à la baisse cette année, des conditions de croissance plus normales ayant entraîné une production plus près de la moyenne, après deux années consécutives de sécheresse dans certaines régions de l'Ouest canadien.

Les pommes de terre ont connu la plus forte diminution d'un mois à l'autre de tous les sous-indices des cultures, l'indice des prix des pommes de terre ayant affiché une baisse de 19,2 % en septembre, à l'arrivée sur le marché d'une récolte record de pommes de terre. D'une année à l'autre, l'indice des pommes de terre a chuté de 5,6 % par rapport à septembre 2002. L'indice des pommes de terre a affiché une baisse d'une année à l'autre depuis janvier. En 2002, les prix des

pommes de terre sont demeurés fermes en raison du resserrement des approvisionnements.

L'indice du bétail et des produits d'origine animale a augmenté de 7,4 % par rapport à août pour s'établir à 95,7 en septembre. L'indice se situait à son niveau le plus élevé depuis juin, alors qu'il se situait à 98,1. L'indice des porcs a culminé à 85,9 en juin, pour ensuite diminuer graduellement jusqu'à 73,7 en septembre. Il s'agit du niveau le plus faible enregistré depuis janvier, alors qu'il se chiffrait à 72,4. La consommation accrue de boeuf sur le marché intérieur, en raison de l'ESB et du raffermissement du dollar canadien, a exercé une pression à la baisse sur le prix des porcs. L'indice des bovins et des veaux est de beaucoup inférieur aux niveaux de 2002 depuis le 20 mai, date à laquelle les exportations de ruminants ont été interrompues en raison de l'ESB. L'augmentation du prix des bouvillons d'abattage et des bouvillons d'engraissement, ainsi que des génisses et des veaux est prise en compte dans la hausse de l'indice d'août à septembre. D'une année à l'autre, l'indice des bovins et des veaux a diminué de 17,3 % en septembre.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 002-0021 et 002-0022.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5040.

Le numéro de septembre 2003 de la publication *Indice des prix des produits agricoles*, vol. 3, n° 9 (21-007-XIB, gratuit) paraîtra sous peu. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez les rubriques *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bernie Rosien au (613) 951-2441 (bernie.rosien@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. □

Indice des prix des produits agricoles
(1997=100)

	Septembre 2002 ^r	Août 2003 ^r	Septembre 2003 ^p	Septembre 2002 à septembre 2003 var. en %	Août à septembre 2003
Indice des prix des produits agricoles	107,5	94,0	95,1	-11,5	1,2
Cultures	112,5	99,6	95,3	-15,3	-4,3
Céréales	116,7	92,1	89,4	-23,4	-2,9
Oléagineux	102,0	85,0	86,2	-15,5	1,4
Cultures spéciales	118,3	109,5	104,5	-11,7	-4,6
Fruits	102,5	98,7	97,7	-4,7	-1,0
Légumes	108,4	104,3	107,1	-1,2	2,7
Pommes de terre	177,4	207,3	167,5	-5,6	-19,2
Bétail et produits d'origine animale	98,2	89,1	95,7	-2,5	7,4
Bovins et veaux	114,3	69,4	94,5	-17,3	36,2
Porcs	59,7	78,0	73,7	23,5	-5,5
Volaille	90,8	96,7	96,2	5,9	-0,5
Oeufs	102,9	101,5	101,5	-1,4	0,0
Produits laitiers	114,0	117,8	118,0	3,5	0,2

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Prix des produits agricoles

Octobre 2003

Il est maintenant possible d'obtenir les données d'octobre sur les prix que les agriculteurs ont reçus pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales, les fruits, les légumes, les bovins, les porcs, la volaille, les oeufs et les produits laitiers.

En octobre, le prix des vaches pour l'abattage en Saskatchewan, se chiffrant à 19,01 \$ pour 100 livres, a crû de 28 % par rapport à septembre. Il était tout de même inférieur de 60 % au prix de 47,56 \$ pour 100 livres observé en octobre 2002. Le secteur des bovins au Canada a pratiquement interrompu ses activités le 20 mai 2003, date à laquelle une vache de l'Alberta a affiché un résultat positif à un test de dépistage de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB ou maladie de la vache folle). La perte d'importants marchés d'exportations a entraîné une offre excédentaire, qui s'est traduite par une régression du prix.

Le prix de l'avoine en Ontario, se situant à 139,16 \$ la tonne en octobre, a baissé de 5 % par rapport à septembre, soit 35 % de moins que le sommet de 214,82 \$ atteint en décembre 2002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3436.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

des données, communiquez avec Bernie Rosien au (613) 951-2441 (bernie.rosien@statcan.ca), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. ■

Origine et destination des passagers empruntant des vols réguliers entre le Canada et les États-Unis

2001 (données provisoires)

Plus de 15,2 millions de passagers ont voyagé entre le Canada et les États-Unis en 2001 en empruntant des vols réguliers. Il s'agit d'une légère baisse par rapport à 2000, alors que le nombre de passagers qui ont voyagé entre les deux pays s'était établi à 15,3 millions. Les événements du 11 septembre 2001 sont en partie à l'origine de la diminution du nombre de passagers. Cependant, les événements se sont produits à la fin de la période de grand achalandage, expliquant pourquoi la diminution a été faible.

Les données de l'Enquête sur l'origine et la destination des passagers aériens sur vols réguliers entre le Canada et les États-Unis pour 2001 sont maintenant disponibles. Ces données sont aussi disponibles par trimestre. Les données représentent les passagers qui ont voyagé entre le Canada et les États-Unis en empruntant des vols réguliers.

Définitions, sources de données et méthodes :
numéro d'enquête 2703.

des données, communiquez avec Geneviève Ouellet au
(613) 951-8236 (*aviationstatistics@statcan.ca*), Division
des transports. ■

Pour plus de renseignements ou pour en savoir
davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

Nouveaux produits

Série de documents de recherche sur l'analyse économique : Exode, rationalisation ou concentration? Analyse des sièges sociaux au Canada, 1999 à 2002, n° 19
Numéro au catalogue : 11F0027MIF2003019 (gratuit).

Indices des prix de l'industrie, octobre 2003, vol. 29, n° 10
Numéro au catalogue : 62-011-XIF (19 \$/175 \$).

Indices des prix de l'industrie, octobre 2003, vol. 29, n° 10
Numéro au catalogue : 62-011-XPf (24 \$/233 \$).

Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes, septembre 2003, vol. 35, n° 9
Numéro au catalogue : 63-011-XIF (7 \$/59 \$).

L'emploi et le revenu en perspective, hiver 2003, vol. 15, n° 4
Numéro au catalogue : 75-001-XPf (20 \$/63 \$).

Juristat : Les services correctionnels pour adultes au Canada, 2001-2002, vol. 23, n° 11
Numéro au catalogue : 85-002-XIF20030118426 (9 \$/75 \$).

Juristat : Les services correctionnels pour adultes au Canada, 2001-2002, vol. 23, n° 11
Numéro au catalogue : 85-002-XPf20030118426 (11 \$/100 \$).

Services correctionnels pour adultes au Canada (tableaux des données), 2001-2002
Numéro au catalogue : 85-211-XIF (30 \$).

Documents de travail de la Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique : Développement des bioproduits par les entreprises canadiennes de biotechnologie : résultats de l'Enquête sur l'utilisation et le développement de la biotechnologie, 2001, n° 13
Numéro au catalogue : 88F0006XIF2003013 (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPf, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**


Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-03000003



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement à ce qui se passe ailleurs, remarquablement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les marchés à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.